

VILLE DE LANGRES



Copie pour impression

Réception au contrôle de légalité le 07/02/2023 à 07h04

Référence de l'AR : 052-215201922-20230206-DECBD202315-AR

Affiché le 07/02/2023 ; Certifié exécutoire le 07/02/2023

Extrait du Registre des Décisions

LE MAIRE,

DEC-BD-2023-15**EMPLACEMENT A USAGE DE GARAGE****Bâtiment sis rue du 8 mai 1945, 52200 LANGRES – Box n° 20 – Emplacement à usage de garage****Bail de location en date du 1er mars 2021 – Commune de Langres – SARL WOUTERS Résiliation****VU** les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 2020-47 en date 14 octobre 2020 portant délégation consentie par le Conseil Municipal au Maire lui permettant de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,**VU** le bail pour la location d'un emplacement à usage de garage dans l'immeuble rue du 8 mai 1945, 52200 Langres, intervenu entre la commune de Langres et la SARL WOUTERS le 20 juin 2013,**CONSIDERANT** que la Ville de Langres est propriétaire d'un bâtiment situé rue du 8 mai 1945 à Langres (52200), divisé en box à usage de garages,**CONSIDERANT** que selon les termes du bail, ce dernier peut être résilié à tout moment par l'une ou l'autre partie moyennant un délai de préavis de 15 jours,**CONSIDERANT** la demande formulée par la SARL WOUTERS, sise 2 boulevard de Lattre de Tassigny 52200 LANGRES, en date du 17 janvier 2023 sollicitant la résiliation du bail de location du box n° 20 sis rue du 8 mai 1945 52200 Langres,**DECIDE****Article 1^{er}** : De procéder à la résiliation, à compter du 31 janvier 2023, du bail de location du box n°20 sis rue du 08 mai 1945 5200 Langres conclu avec la SARL WOUTERS le 20 juin 2013.**Article 2** : Mme la Directrice Générale Adjointe des Services et M. le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision qui sera transmise à Mme la Préfète de la Haute-Marne au titre du contrôle de légalité.

Article 3 La présente Décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE ou via www.telerecours dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa publication ou notification.

Langres, le 6 février 2023



ANNE CARDINAL
2023.02.07 06:49:41 +0100
Ref:20230206_171201_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Anne CARDINAL